

Volume <b>I</b>	<b>I.T. 11-1</b>
Date <b>2002-01</b>	Page <b>1 de 19</b>

**Manuel administratif**

Formulaire

**V-225 (94-09) AUTORISATION MINISTÉRIELLE (CO)**
**FORMAT : 8½" X 14"**

Formulaire à l'unité

**COMMANDE :** Ce formulaire est disponible en format électronique sur le site intranet de la DTI.

**DIRECTIVE(S) CONCERNÉE(S) :** 1-2-1, 2-2-9, 2-2-11, 4-1-2

 Ministère  
 des Transports  
 Québec

<b>AUTORISATION MINISTÉRIELLE (CO)</b>		Projet de référence 0 18 4
1	1	4
2		
3		5
Objet de la demande		
6		
Détails ou justification de la demande		
7		
8	9	
Références budgétaires		
Nombres d'engagements antérieurs		Montants / Années
10	11 12	13 14 15
MINISTÈRE		CONTRÔLEUR DES FINANCES
16	17	

1. Inscrire le nom de l'unité administrative et le numéro du centre de gestion (C.G.) (I.T. 90-4) pour l'imputation de l'«Autorisation ministérielle (CO)». En ce qui a trait aux «Autorisation ministérielle (CO)» relatifs à des contrats, l'unité administrative est le Service de la gestion contractuelle lorsque ce dernier rédige le document.
2. Inscrire le nom du programme (I.T. 93-1).
3. Inscrire s'il y a lieu le nom du sous-programme (ou sous-activité) énoncé dans la programmation budgétaire ou encore l'activité du mandat dans le cas où il n'y a pas de sous-programme. Laisser en blanc pour les cotisations.
4. Inscrire s'il y a lieu le numéro du dossier selon le plan de gestion documentaire du Ministère (Classement uniforme des documents du MTQ) et selon la structure des numéros de contrat ou de projet (I.T. 119-5 et 119-6).

Volume I	I.T. 11-1
Date 2002-01	Page 6 de 19

Manuel administratif

Formulaire

**V-225 (94-09) AUTORISATION MINISTÉRIELLE (CO)**

Lors d'une demande additionnelle, pour tous les contrats de services professionnels:

- les raisons de la demande additionnelle
- une référence au mandat initial confié
- le nom et l'adresse de l'adjudicataire
- le nom de la circonscription électorale provinciale (CEP) où est situé le bénéficiaire du paiement
- les informations requises selon l'Annexe B ci-après
- le numéro du projet énoncé dans la programmation, s'il y a lieu
- la référence à savoir: l'article, l'alinéa, le libellé visé par le règlement sur les contrats d'approvisionnement, de construction et de services des ministères et des organismes publics, s'il y a lieu

Lors d'une demande initiale ou additionnelle, pour les contributions:

- les motifs invoqués pour la réalisation du projet
- le numéro (#) du protocole d'entente
- les informations requises selon l'Annexe A ou B ci-après
- le nom et l'adresse du bénéficiaire
- le nom de la circonscription électorale provinciale (CEP) où est situé le bénéficiaire du paiement
- la description de la procédure pour l'exécution et le versement des sommes
- le montant de la contribution du Ministère
- le montant des travaux réalisés par le Ministère à titre de donneur d'ouvrage
- le montant des travaux sur le réseau du Ministère et autres, et ce pour chacun des partenaires au financement
- la contribution sur le réseau du Ministère des autres partenaires, s'il y a lieu
- le nom de la firme responsable du projet, si connu
- le montant des matériaux fournis par le Ministère, s'il y a lieu
- la date de la signature du protocole
- le processus d'octroi du contrat, si connu
- le maître d'oeuvre
- le numéro du projet énoncé dans la programmation, s'il y a lieu
- une certification que cette contribution est prévue à une programmation approuvée, s'il y a lieu

\_\_\_\_\_  
signature autorisée

Lors d'une demande initiale ou additionnelle, pour toutes les subventions:

- une brève description de la demande
- l'objet détaillé de la subvention ou de la subvention additionnelle
- la position du Ministère dans ce dossier
- la contribution des autres partenaires au projet, s'il y a lieu
- les bénéfices attendus

Lignes directrices relatives aux suppléments de 1 000 000 \$ et plus

- tous les suppléments de 1 000 000 \$ et plus doivent être transmis au bureau du sous-ministre pour des fins de suivi par le ministre des Transports.